

Respirer

L'OMS a créé la Journée mondiale sans tabac en 1987. Celle-ci a lieu tous les 31 mai. Cette année, l'accent est mis sur le rôle décisif joué par les professionnels de la santé dans la lutte antitabac. Ceux-ci sont en effet en première ligne pour informer et accompagner les fumeurs dans leur démarche d'arrêt. Comme chaque année, l'Inpes met en place un important dispositif de communication autour de cette journée. Médecins, pharmaciens, services hospitaliers et associations sont ainsi destinataires d'un kit d'information composé de documents, d'affiches et de cartes Tabac info service. Une campagne d'information via la presse médicale leur rappelle que le service de téléphonie santé Tabac info service leur est ouvert et peut les épauler dans leur pratique.

Côté grand public, des spots télévisés sur le tabagisme passif en entreprise et à domicile sont rediffusés jusqu'au 26 juin.

En complément, des affiches et une campagne de presse déclinent ce même message pour d'autres lieux publics : les bars et les restaurants. Par ailleurs, un nouveau site internet, qui doit être mis en ligne le 31 mai, présente au public les aides à l'arrêt (voir l'article ci-contre). Au total, ce dispositif déployé par l'Institut s'intègre dans l'effort national de mobilisation pour faire reculer la consommation de tabac et la mortalité liée à celle-ci.

Philippe Lamoureux
Directeur général

ÉVÉNEMENT Tabac : un site internet pour s'arrêter

En majorité, les fumeurs souhaitent s'arrêter mais n'y parviennent pas. Pour les soutenir dans leur démarche, en complément des campagnes d'information, du service de téléphonie santé Tabac info service et de la prise en charge indispensable effectuée par les professionnels, l'Inpes lance le site www.tabac-info-service.fr, conçu avec des experts en tabacologie.



Selon l'enquête Baromètre santé 2005 réalisée par l'Inpes, dont les résultats complets feront l'objet d'une prochaine publication, 29,9 % des Français âgés de 12 à 75 ans fument. Ils étaient 33,2 % en 1999. Ce Baromètre santé 2005 confirme donc une réduction de la consommation, déjà constatée dans d'autres études récentes.

Moins de jeunes fumeurs

Les premières conclusions de l'enquête, qui sont présentées dans le Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire (BEH), édité par l'Institut de Veille sanitaire (InVS), montrent, pour les hommes comme pour les femmes, une diminution plus marquée de la prévalence du tabac chez les adolescents et les jeunes adultes de 15

à 19 ans. Les analyses du Baromètre 2005 sur le nombre moyen de cigarettes fumées en 2004 révèlent par ailleurs une très légère augmentation, puisque ce nombre est passé de 11,9 cigarettes en 1999 à 12,4 en 2004.

La prévention a porté ses fruits

Les évolutions de consommation observées confirment le rôle déterminant du prix et de la politique nationale de lutte contre le tabagisme. À cet égard, les efforts entrepris depuis plusieurs années par les pouvoirs publics et les professionnels de santé semblent avoir porté leurs fruits. Les spécialistes de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies et de l'Inpes soulignent dans l'article du BEH que "des actions d'information et des aides à l'arrêt demeurent des outils de prévention indispensables et complémentaires d'une politique fiscale dissuasive".

Un nouveau site internet

Dans ce contexte, l'Inpes vient de lancer le site www.tabac-info-service.fr, qui s'inscrit dans le cadre de son programme d'information et de prévention contre le tabagisme. Destiné en priorité aux fumeurs qui souhaitent s'arrêter, il ne remplace pas le suivi assuré par les professionnels de santé mais constitue une aide accessible et un relais possible vers d'autres démarches. Pour prendre en compte les besoins et le rapport personnel du fumeur au tabac, le site permet de choisir, dès la page d'accueil, parmi quatre profils : ceux qui hésitent encore à s'arrêter de fumer; ceux qui sont décidés; ceux qui ont déjà arrêté mais craignent de craquer; ceux qui veulent aider un proche à s'arrêter. Des outils adaptés à chaque profil sont ensuite déclinés. Les internautes peuvent bénéficier d'un soutien régulier par courriel (envoi d'informations, conseils et astuces, exercices à faire, etc.).

Deux espaces accueillent les professionnels de santé et les entreprises, avec possibilité de commander certains outils (dossier de tabacologie, kit entreprises).

Le renforcement de la lutte contre le tabagisme est une priorité des pouvoirs publics, réaffirmée dans le cadre du plan de lutte contre le cancer. Lancé le 31 mai, à l'occasion de la Journée mondiale sans tabac, le site sera progressivement étoffé et fera l'objet d'une évaluation.



→ **Des études enregistrent une diminution du nombre de fumeurs. Que vous inspire ce résultat ?**

La prudence ! Les données ne tiennent pas compte de toutes les catégories de fumeurs. Pour ceux qui sont très dépendants, nous n'observons pas de modifications. Les chiffres traduisent une légère augmentation de la consommation chez les 45-54 ans et je reste aussi très sceptique pour les jeunes : 47,7 % seraient fumeurs et 12 % fortement dépendants². Pourtant bien connus, les risques du tabac leur paraissent lointains. Et ce n'est pas quand le problème de santé arrive que le sevrage réussit bien, car ce souci s'ajoute aux autres et le moral n'est pas bon.

→ **Est-il toujours aussi difficile de s'arrêter ?**

L'arrêt est une étape. Mais il faut s'y tenir ! Une bonne motivation équivaut à 50 % de chance de succès. Elle peut être travaillée, notamment dans le cadre d'entretiens motivationnels. Aujourd'hui, nous disposons également de substituts nicotiques efficaces, à condition de prescrire une dose suffisante, en particulier aux gros fumeurs. Enfin, il existe des thérapies permettant aux personnes d'apprendre à gérer leur stress et leurs émotions sans tabac. Le plaisir procuré par la cigarette demeure un obstacle très important. Les ados ont vraiment du mal à y renoncer. 69 % des fumeurs de 12-13 ans y sont sensibles et 72 % des 16-17 ans³. Plus on commence à fumer tôt, plus vite la dépendance s'installe.

→ **La représentation du tabac a-t-elle changé ?**

L'image du fumeur est en train de bouger. Le tabac n'est plus synonyme de virilité, de liberté, ou, pour les femmes, de libération, comme il a pu l'être dans le passé. De plus, la société met en avant les valeurs d'hygiène et de qualité de vie. Chez les jeunes, on constate un changement : autrefois, tout le monde "essayait" ; aujourd'hui, certains n'en ont pas envie et restent sur cette position.

→ **Une évolution de la prévention vous paraît-elle souhaitable ?**

Les mesures actuelles sont valables mais nettement insuffisantes. Et il n'existe pas de recette miracle pour empêcher quelqu'un de commencer à fumer, ni pour lui permettre de s'arrêter. De plus, nous ne sommes pas égaux devant la cigarette : des études démontrent en effet que certaines personnes sont plus vulnérables que d'autres. C'est là-dessus qu'il faudrait travailler : cibler la prévention sur les profils de fumeurs ou d'individus susceptibles de développer des conduites addictives. ■

1 - Attachée de recherche clinique au service du professeur Lagrue à Créteil, elle intervient également au sein de l'Office français de prévention du tabagisme.

2 - Chiffres 2003 - Observatoire français des drogues et toxicomanies.

3 - Chiffres 2000-2001 extraits d'une enquête menée par l'équipe du professeur Lagrue.

THÉMA Prévention du VIH : quelle place pour les médecins ?

EN 1998, 85,9 % DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES DÉCLARAIENT AVOIR PRESCRIT AU MOINS UN TEST DE DÉPISTAGE VIH DANS LE MOIS QUI PRÉCÉDAIT L'ENQUÊTE BAROMÈTRE SANTÉ MENÉE PAR L'INPES. QUATRE ANS APRÈS, ILS SONT 93,4 %. COMMENT LES PROFESSIONNELS S'IMPLIQUENT-ILS DANS LA PRÉVENTION ET LE SUIVI DES PERSONNES SÉROPOSITIVES ?

En France, le dépistage du VIH repose sur la responsabilisation et le volontariat. Le test peut être effectué dans le cadre des consultations de dépistage anonyme et gratuit (CDAG) du VIH, ou, sur prescription médicale, dans un laboratoire privé ou public.

En 2002, le nombre de tests sanguins de dépistage du virus a été estimé à 4,5 millions, dont 72 % réalisés en laboratoires de ville et 6 % en CDAG. Le taux de séropositivité est nettement plus important dans les CDAG (5 pour 1 000) que dans les laboratoires (2,3 pour 1 000). Chaque année, en France, environ 4 000 à 6 000 cas de séropositivité sont découverts.

LA PRESCRIPTION DU TEST

La moyenne par médecin prescripteur est de 6,1 tests, incluant les sérologies réalisées de manière presque systématique lors de bilans prénuptiaux et prénataux. Plusieurs facteurs sont associés à une prescription de sérologie VIH, dont le plus important est le fait d'avoir une importante clientèle bénéficiant de la CMU.

Cette association est un marqueur fort d'inégalités sociales en termes de santé qui a été relevé par d'autres études ; elle souligne aussi les effets positifs de la CMU dans l'accès à une prise en charge médicale par la médecine de ville.

L'ANNONCE D'UNE SÉROLOGIE POSITIVE

En 2003, un médecin généraliste sur dix a annoncé au moins un résultat positif au cours des douze derniers mois, soit un chiffre stable par rapport à 1998. Parmi ces médecins, 68,5 % n'ont eu à le faire qu'une fois dans l'année, 18,2 % deux fois, 13,3 % trois fois ou plus. Les professionnels les plus concernés appartiennent à un réseau VIH, VHC ou toxicomanie. Ils ont une proportion importante de leur clientèle bénéficiaire de la CMU et exercent en Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

LE SUIVI DES PERSONNES SÉROPOSITIVES

Trois médecins sur cinq (63,8 %) ont déclaré avoir suivi au moins un patient séropositif au cours de

Proportion de sérologies VIH prescrites le mois précédant l'enquête*



* Source : Inpes-Baromètres santé médecins 1998 et 2003

l'année et plus d'un tiers ont eu l'occasion de renouveler un traitement par antirétroviraux (ARV). Le médecin généraliste joue un rôle fondamental dans l'observance du traitement. Or, dans le cadre de cette maladie, 95 à 100 % d'observance sont nécessaires pour garantir une efficacité maximale des traitements au plan virologique. Souvent, la consultation permet aussi au patient de parler de ses difficultés, à la fois sociales et psychologiques, liées au vécu quotidien de la maladie.

En conclusion cette enquête souligne que les médecins jouent un rôle important dans la prise en charge de proximité des patients séropositifs. Cependant, l'analyse globale des résultats du

baromètre médecins/pharmaciens 2003 montre que ces derniers se sentent moins efficaces dans la prévention des comportements sexuels à risque et du VIH que dans d'autres domaines plus proches de leurs compétences premières (dépistage des cancers, bon usage du médicament, par exemple). ■

Pour en savoir plus

• "Contraception, IST, VIH. Les professionnels adaptent leur pratique aux nouvelles données". Lydié N., Ménard C., Léon C. In *Baromètre santé médecins/pharmaciens 2003*. Dir. Gautier A. Saint-Denis : Inpes, coll. Baromètres, 2005 : 276p. Présentation en ligne

FOCUS Améliorer la qualité en éducation pour la santé

AFIN DE PERMETTRE AUX PROFESSIONNELS DE MIEUX CONCEVOIR OU UTILISER LES OUTILS D'INTERVENTION EN ÉDUCATION POUR LA SANTÉ SOUTENANT LEURS ACTIONS, L'INPES A PRODUIT UN RÉFÉRENTIEL DES CRITÈRES DE QUALITÉ DE CES OUTILS. CE DOCUMENT VIENT D'ÊTRE MIS EN LIGNE.

L'Inpes exerce une "fonction d'expertise et de conseil en matière de prévention et de promotion de la santé"¹. L'Institut est notamment chargé, en lien avec les professionnels concernés, d'établir "les critères de qualité pour les actions, les outils pédagogiques et les formations d'éducation thérapeutique et d'éducation pour la santé."

Dans ce cadre, il a conçu un référentiel des critères qui déterminent la qualité des outils d'intervention en éducation pour la santé. Il est disponible en ligne, en attendant une prochaine édition papier.

Pour l'élaborer, l'Institut a travaillé à partir d'un premier dispositif d'analyse des outils créé

en 2001 et dénommé *La Pédagothèque*. Il a procédé par étapes : détermination de critères de qualité à partir d'une confrontation entre ceux de *La Pédagothèque* et ceux identifiés dans la littérature scientifique et technique; sélection et pondération (importants, essentiels, mineurs) de ces critères par un groupe d'experts composé de professionnels de l'évaluation et de l'éducation pour la santé; construction d'une nouvelle grille d'analyse. Ce nouveau référentiel propose ainsi une liste de critères de qualité, une sélection de 31 critères essentiels et une grille d'analyse des outils élaborée à partir de ces derniers.

Son but n'est pas de servir à une quelconque validation ou labellisation mais plutôt d'aider : d'une part, les producteurs d'outils (soutien à la réflexion sur le contenu, l'approche pédagogique, le choix du support...); d'autre part, ceux qui mettent en œuvre des actions d'éducation pour la santé (voir encadré ci-dessous).

La diversité des publics et des thèmes abordés en éducation pour la santé rend toujours complexe la conception et le choix de l'outil d'intervention.

Les critères de qualité sélectionnés dans ce référentiel devraient donc apporter une aide concrète à la prise de décision. ■

1 - Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé. JO n° 54 du 5 mars 2002, p. 4118.

Pour en savoir plus

- [L'accès au référentiel de qualité](#)
- [L'accès à la grille d'analyse](#)
- [L'accès à La Pédagothèque](#)

UNE GRILLE D'ANALYSE POUR LES PROFESSIONNELS

La grille d'analyse élaborée par l'Inpes dans ce nouveau référentiel permet aux professionnels de la santé, de l'éducation et du social de passer "au banc d'essai" tout outil d'intervention, à partir de critères fondamentaux. En répondant à une série de questions, ils peuvent ainsi porter un regard critique sur les outils à leur disposition. La grille permet d'estimer la pertinence pédagogique d'un support, sa conception, sa forme et son contenu. Elle est accompagnée d'un guide d'utilisation.

DÉCRYPTAGE PNNS : 13 actions labellisées

DEPUIS 2004, APRÈS EXAMEN DE LEUR DOSSIER PAR UN COMITÉ D'ÉVALUATION, DES ACTEURS PRIVÉS OU PUBLICS PEUVENT UTILISER LE LOGO DU PROGRAMME NATIONAL NUTRITION-SANTÉ (PNNS) ET BÉNÉFICIER D'UN AGRÈMENT POUR LES ACTIONS ET SUPPORTS RÉPONDANT À SES OBJECTIFS. APERÇU DE QUELQUES PROJETS.



Une mauvaise alimentation participe au développement de certaines pathologies. Parmi celles-ci, les seules maladies cardiovasculaires constituent la première cause de mortalité en France (32 % des décès). Tumeurs malignes, ostéoporose, diabète et obésité sont aussi favorisés par un état nutritionnel insatisfaisant.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont décidé, dans le cadre du PNNS, de mettre en place une labellisation des actions visant à promouvoir l'équilibre nutritionnel de la population. À ce jour, 13 projets bénéficient de ce label. Parmi eux l'Association *Défi Santé Voile*, localisée à Brest, relaie les messages du PNNS à travers de multiples actions : conférences-débats, semaines thématiques, stands sur des manifestations publiques, formations. Cela non sans originalité, puisque cette communication est véhiculée par un voilier. Autre exemple, l'entreprise *Compass Group*, dont le siège social est à Marseille, qui a mis en place des animations autour d'un repas

servi dans les écoles, collèges et lycées, en insistant sur la consommation de fruits et légumes et l'activité physique. De son côté, la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris a lancé l'opération *Quelques conseils autour de l'alimentation*. À l'issue d'un entretien avec les familles d'enfants de 3 à 11 ans, un médecin ou une puéricultrice remet un document sur le PNNS. Dernier exemple, l'action portée par l'Institut national de la boulangerie pâtisserie qui promet, dans six départements du Nord-Ouest, la limitation de la teneur en sel dans le pain et le pain riche en fibres. ■

Pour en savoir plus

- [Le Programme national nutrition -santé](#)
- [Les informations sur le logo du PNNS](#)
- [La demande d'utilisation du logo du PNNS](#)
- [Les actions/programmes/documents ayant obtenu l'autorisation d'utiliser le logo du PNNS](#)

➔ Le Programme national nutrition-santé a pour objectif général d'améliorer l'état de santé de la population en agissant sur l'un de ses déterminants majeurs : la nutrition. Il s'appuie sur 9 objectifs prioritaires : augmenter la consommation des fruits et légumes, de calcium, de glucides à plus de 50 % de l'apport énergétique journalier, augmenter l'activité physique, réduire les apports lipidiques à moins de 35 % de l'apport énergétique journalier, réduire la consommation d'alcool (moins de 20 g par jour), la cholestérolémie, la pression artérielle et la prévalence du surpoids et de l'obésité.

➔ L'attribution d'un label PNNS répond à l'un des axes stratégiques du programme : informer et orienter les consommateurs vers des choix alimentaires et un état nutritionnel satisfaisant. Le logo permet d'authentifier toute action ou document conforme aux principes et aux objectifs du PNNS, assurant ainsi une cohérence de communication. Depuis avril 2004, un comité d'évaluation constitué par l'Inpes examine les candidatures puis formule des avis transmis à la Direction générale de la santé chargée d'informer le porteur de projet de la décision finale.

➔ 13 actions bénéficient aujourd'hui de l'agrément PNNS sur 39 demandes déposées depuis la création du label, en 2004. La plupart des projets sont nationaux (83 %), émanent d'organismes privés (un peu moins de 75 %), ciblent les jeunes (73 %) et concernent une action éducative (50 %). Ils portent en majorité sur un outil d'information et impliquent à 73 % des professionnels de l'éducation.

EN BREF

► Femmes sans tabac : un million d'exemplaires

Ce nouveau magazine concerne toutes les femmes qui souhaitent s'informer sur les méfaits du tabac ou arrêter de fumer. Des bénéfiques en matière de santé en passant par les astuces pour ne pas reprendre, il les guide dans leur démarche d'arrêt. Femmes sans tabac regroupe des articles de 16 titres féminins qui se sont engagés à ne pas véhiculer une image positive de la cigarette et à informer leurs lectrices sur les risques. Édité à plus d'un million d'exemplaires, le support a été distribué chez 70 000 médecins, mais aussi 51 500 salons de coiffure et plus de 10 000 centres de beauté. Il est également diffusé auprès des réseaux de l'Assurance maladie et de l'Inpes.

• [La présentation du magazine](#)

► Une campagne pour les femmes enceintes

Comment aborder une grossesse sereinement ? Sans alcool ni tabac, avec une alimentation variée et riche en vitamine B9. Le ministère de la Santé et l'Inpes lancent une campagne pour faciliter le dialogue entre professionnels de santé et femmes enceintes ou désireuses d'avoir un enfant, via la diffusion de deux kits d'information auprès de 60 000 généralistes, 5 000 gynécologues et 17 000 sages-femmes. Le premier, sur la vitamine B9, comporte une affiche et plusieurs exemplaires d'une brochure. Le second, relatif à l'alcool et au tabac, comprend une affiche, 2 documents pour aider au repérage et à la prise en charge des patients et 10 cartes Tabac info service.

• [Le kit tabac, alcool - le kit nutrition](#)

► 7 millions de préservatifs diffusés

Le programme de prévention du VIH/Sida mis en œuvre par l'Inpes comprend la mise à disposition des moyens préventifs. En 2004, 7 millions de préservatifs masculins, féminins et gels ont ainsi été diffusés par l'Institut. Un chiffre en forte augmentation (+ 46 %) par rapport à 2003, qui enregistrait déjà une progression de 12,6 % par rapport à 2002.

► Université d'été de Besançon, du 3 au 8 juillet

16 modules de formation sont proposés cette année dont 4 nouvelles thématiques : *Précarité-inegalités de santé, Santé au travail, Rythmes biologiques, Médicament et santé publique*. L'Inpes est l'un des partenaires de cette 2^e édition de l'Université d'été francophone en santé publique et organise le module *Éducation pour la santé : de l'intention à l'action !* Durant la semaine, chaque participant bénéficiera de 8 demi-journées de formation, du lundi au vendredi matin, sur la base d'une pédagogie active, encadrée par un référent enseignant. Deux conférences-débats sont programmées les 5 et 7 juillet. À la suite de la session, des forums de discussions seront mis en place sur Internet, permettant de prolonger les échanges.

• [Le programme](#)

► Le rapport d'activité de l'Inpes

Dans sa nouvelle édition, ce document dresse le bilan des réalisations de l'Inpes en 2004, autour de quatre axes d'intervention. Tout d'abord, la mise en œuvre des programmes, par exemple dans les domaines des consommations à risque ou encore des maladies infectieuses. Ensuite, le développement de l'expertise, qui consiste entre autres à renforcer la fonction évaluation, les études et la recherche. L'Inpes s'attache aussi à construire une infrastructure de la prévention et de l'éducation pour la santé, avec la mise en place, par exemple, d'un réseau national documentaire. Enfin, l'Institut apporte son appui aux réseaux qui interviennent dans ce domaine.

PUBLICATIONS INPES

NOUVEAUTÉS

Prévention : des CD et K7 contre le sida

Comment faire de la prévention sur le sida au plus près des populations des départements français d'Amérique ? Sur ce sujet, l'Inpes met à disposition un ensemble de brochures d'information, K7 audio et CD, traduits dans les langues des populations concernées. Parmi les derniers outils diffusés, des enregistrements de groupes de parole antillais et guyanais. Il s'agit de témoignages de jeunes collégiens, mères de famille, militants associatifs ou encore célibataires. Ces "paroles" peuvent aussi aider des acteurs de prévention dans leur approche des différentes thématiques. Les CD et K7 audio (2 000 exemplaires pour chaque support) sont disponibles gratuitement sur demande dans la limite des stocks : [Guyane](#) et [Antilles](#).

Tabac actualités, mai 2005, n°61

Au sommaire de ce numéro, un entretien avec le Dr Mourouga sur le programme de prévention du tabagisme de l'Institut National du Cancer, les actualités scientifiques et trois articles concernant le programme de la 2^e conférence internationale francophone sur le contrôle du tabac, la journée mondiale sans tabac de l'OMS et une étude quantitative de l'Inpes sur le tabagisme des 14-18 ans.

RÉÉDITIONS

12 dépliants pour tout savoir sur le tabac

L'Inpes met à disposition du public des dépliants de 4 pages d'information et de prévention sur le tabac. Les sujets traités : [Grossesse et tabac](#) ; [Aider les adolescents à ne pas fumer](#) ; [Arrêter de fumer sans prendre du poids](#) ; [La composition de la fumée du tabac](#) ; [La dépendance au tabac](#) ; [Le tabac en quelques chiffres](#) ; [Le tabac et la loi](#) ; [Les substituts nicotiques](#) ; [Les risques du tabagisme et les bénéfices de l'arrêt](#) ; [Les solutions pour arrêter de fumer](#) ; [L'industrie du tabac](#) ; [Petite histoire du tabac](#).

Les Aventures de Moussa le taximan (VHS)

Cette cassette vidéo, fruit d'un partenariat entre le ministère de la Santé et l'Inpes, est rééditée à 1 000 exemplaires. Destinée aux personnes originaires d'Afrique sub-saharienne, elle présente 7 films courts autour de thèmes liés au sida et à la sexualité en général (prévention avec le préservatif et le test de dépistage, multipartenariat, grossesse...). Gratuite, elle est disponible sur demande dans la limite des stocks disponibles.

NOS COLLABORATEURS PUBLIENT

Cabrol S., Cornec C., Jacob I., Lavielle C., Lemonnier F. **Guide de la documentation dans les comités d'éducation pour la santé**. Marseille : Groupe national des documentalistes en éducation pour la santé, Comité régional d'éducation pour la santé Provence Alpes Côtes d'Azur, 2004 : 33p.

AGENDA / JUIN

→ DU 1^{ER} AU 4 JUIN

À Paris, **congrès de la Société française de pédiatrie**, où l'Inpes sera représenté.

À Stockholm, 6^{ème} conférence européenne de l'**Union internationale pour la promotion et l'éducation pour la santé**. Thématique : Efficacité et qualité de la promotion de la santé : des preuves pour la pratique.

DU 2 AU 4 JUIN

11^{ème} congrès national de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs à Bordeaux : **L'accès aux soins palliatifs et à l'accompagnement en 2005 : réalités au quotidien**.

DU 8 AU 10 JUIN

À Nîmes, 3^{ème} carrefour de l'addictologie de terrain **Du soin à l'accompagnement, les intervenants aussi** et Journée régionale de la Société française d'alcoologie **De l'abstinence à la réduction des risques, de l'individuel au collectif**.

LE 16 JUIN

À l'initiative du Réseau régional des actions locales de santé du Nord-Pas-de-Calais, rencontre régionale à L'Institut Gernez Rieux de Lille. Inscriptions par fax au 03 20 40 10 66 et courriel lepari@aoil.com

DU 23 AU 25 JUIN

À Aix-en-Provence, sous l'égide de l'Association française de psychologie de la santé, 3^{ème} **congrès international de psychologie de la santé de langue française**. Intervention de l'Inpes.

DU 24 AU 26 JUIN

À Bordeaux, congrès de l'Association française de pédiatrie ambulatoire sur **Maladie Chronique et Avenir**. L'Inpes sera représenté.


www.inpes.sante.fr

équilibres

Édition : Inpes
42, boulevard de la Libération
93203 Saint-Denis Cedex (France)
Tél. 01 49 33 22 22
www.inpes.sante.fr

Directeur de la publication
Philippe Lamoureux

Comité de rédaction
Yves Géry, Claire Méheust,
Anne-Sophie Mélard

Mise en ligne : Philippe Cornet

Ont participé à ce numéro
Pierre Arwidson, Philippe Guilbert, Fabienne Lemonnier, Nathalie Lydié, Florence Rostan, Isabelle Vincent, Viêt Nguyen-Thanh

Conception-rédaction, iconographie
PCA : 01 42 84 18 17

Chef de projet : Isabelle Servais-Hélie
Directeur artistique : Vincent Treppoz

Photo : ZEFA / Stockbyte

Dépôt légal : juin 2005

Nous écrire : equilibres@inpes.sante.fr